VENDREDI 15 AOUT 1947 - HEBDO "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" 5 FRANCS N° 183

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2e). GUT. 80-60.

C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

"La volonté d'indépendance et d'union des peuples d'Afrique du Nord N'A JAMAIS ÉTÉ PLUS ARDENTE qu'aujourd'hui" nous déclarent AHMED MEZERNA, LAMINE DEBAGHINE et JAMEL DERDOUR

Interview par J.-R. CHAUVIN

Je surprend Ahmed Mezerna pendant sa sieste, mais il ne m'en reçoit pas moins avec cette cordialité que connaissent tous ceux qui ont eu droit à l'amitié des Nord-Africains. Toute la personne du député du TRIOMPHE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES, son regard profond et réfléchi, son visage régulier, sa parole aisée, mesurée, qui pèse les mots, donnent une extraordinaire impression d'équilibre, de maturité.

Nous évoquons le meeting du Vél' d'Hiv' du 5 juin, où il a été le seul orateur à dénoncer la duperie de « L'Union Française » et à réclamer l'Indépendance pour les peuples coloniaux.

« *J'ai été touché*, me dit-il, *de la sympathie que m'ont manifestée à cette occasion les nombreux noirs de l'assistance.* »

Lamine Debaghine et Derdour, qui surviennent, me parlent des protestations qu'ils viennent d'adresser à Bidault et à Mons pour s'élever contre l'utilisation de la troupe contre les grévistes de Tunisie.

Conspiration du silence

« *Notre voix est étouffée*, ajoutent-ils. *On a organisé autour de nous la conspiration du silence. Aujourd'hui encore, les cinq députés du* Triomphe des Libertés Démocratiques *n'ont pas l'autorisation d'avoir un journal.* »

— Je me doute que vous repoussez l'actuel projet de Statut de l'Algérie. Mais pourriez-vous me dire exactement les critiques que vous formulez ?

Mezerna sourit.

« *Nous avons refusé de siéger à la commission de l'Intérieur qui a préparé ce statut. Nous n'admettons pas qu'un autre peuple puisse légiférer pour le peuple algérien. Il est assez mûr pour décider lui-même de son sort, de sa structure politique et sociale. Aussi sommes-nous partisans d'une* Constituante Algérienne souveraine, *élue au suffrage universel, sans distinction de race ou de religion.*

» *Ce principe nous sépare fondamentalement de l'Union démocratique du Manifeste, qui — soit*

(LIRE LA SUITE EN PAGE 2.)

Travailleurs ! L'Oppression et la Diplomatie secrète Préparent la GUERRE

Vous seuls imposerez LA PAIX

RAMADIER et Moutet espèrent bien l'emporter au congrès socialiste de Lyon et avoir les mains libres pour guerroyer en Indochine, réprimer à Madagascar et donner à l'Algérie un nouveau statut d'oppression.

La France de Ramadier — la France capitaliste — ne fait pas seulement figure d'impitoyable puissance coloniale, elle se distingue aussi parmi les vautours impérialistes qui réclament leur part de l'Allemagne vaincue et préparent l'assaut contre l'U.R.S.S. Sous le couvert, bien sûr, des phrases humanitaires et pacifistes. Un pied en Allemagne, pour « la sécurité ». Ouvrir la frontière avec Franco pour « donner des oranges aux enfants ».

Soutenir partout la diplomatie de guerre de M. Truman, c'est pour *la liberté* — traduisez : la liberté des trusts français de participer à la domination du monde, la liberté pour les armées françaises de faire le gendarme de l'Amérique en Europe.

Le charbon de la Ruhr

A la Conférence de Washington, chargée de régler le sort de l'Allemagne, la France de Ramadier reste dans la coulisse. Elle y attend un peu de charbon, un peu d'espace vital pour ses hauts fournaux et ses aciéries. Le plan inspiré par Blum masquait la compétition entre maîtres de forge français et allemands derrière la formule : *nationalisation internationale de la Ruhr*. Nationalisation: un joli mot « socialiste ». Mais les capitalistes américains qui disposent des atouts ne veulent pas en entendre parler. Qu'à cela ne tienne. Laissons le mot de côté, mais envoyez le charbon et limitez la production allemande de fonte et d'acier. Nous ferons, avec ce charbon, de l'acier et de la fonte que nous vendrons aux industriels allemands.

Telle est la politique de paix des marchands de canons français. Leurs représentants se nomment : Bidault et Ramadier.

Crise de l'O.N.U.

Naturellement le Parti Communiste Français est le plus ardent *pour le charbon de la Ruhr*. Mais la bourgeoisie n'a pas besoin de lui pour faire ses affaires. Toute sa politique internationale *bourgeoise* s'effondre. *L'Organisation des Nations Unies* (O.N.U.), cette nouvelle S.D.N. dont ils avaient plein la bouche connaît une crise aiguë. Malgré l'opposition de l'U.R.S.S., l'O.N.U. crie à l'intervention de l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie en Grèce. Ce n'est pas vrai, mais ainsi l'O.N.U. donne sa bénédiction à l'intervention américaine contre le peuple grec. Et les Etats-Unis annoncent *d'autres moyens que ceux de l'O.N.U. pour installer leur protectorat en Grèce.*

A l'O.N.U., dans cette « caverne de brigands impérialistes » (ainsi Lénine appelait la S.D.N.), l'U.R.S.S. qui voulait jouer au brigand sera détroussée par les vrais brigands capitalistes

En attendant, quand l'O.N.U. est saisie du conflit indonésien, la France *s'abstient* de voter pour une simple *enquête*. Les coloniales se soutiennent à l'O.N.U.

Traité secret avec l'Angleterre ?

La diplomatie française s'était d'abord posée en grande indépendante, entre l'U.R.S.S. et les Anglo-Américains. Ces derniers mois ont vu s'évanouir la légende. Les liens avec les Américains et, plus encore, avec les Anglais se sont renforcés. A tel point que l'épisode de l'*Exodus* pourrait s'expliquer comme un simple épisode de l'unité d'action impérialiste entre la France et l'Angleterre. Unité d'action dans la défense en commun des positions coloniales. Et plus encore. M. Bidault ne recommande-t-il pas à ses diplomates de s'aligner sur les diplomates de Bevin ? Y a-t-il un traité secret avec l'Angleterre ?

Action de classe !

Cette politique impérialiste explique les centaines de milliards de crédits militaires et prépare une troisième guerre mondiale. La *sécurité* des travailleurs ne dépend pas des marchandages entre capitalistes, pas de l'O.N.U., pas du contrôle de la Ruhr par les puissances capitalistes. Les ouvriers et les paysans de France ne peuvent faire reculer la guerre, assurer la sécurité de leur existence, qu'en arrachant le pouvoir aux capitalistes, que par la Révolution socialiste.

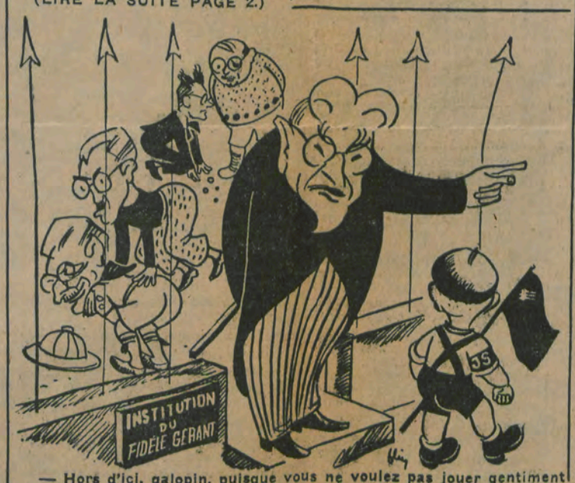
S'unir, entre eux, pour la lutte, soutenir les peuples opprimés, s'opposer à la guerre coloniale, c'est la seule voie de la paix.

Max GEOFFROY.

Comment se construira le parti révolutionnaire

Devenir une telle direction, c'est la tâche que nous nous assignons. C'est pour nous un signe réconfortant de voir dès maintenant notre parti jouer un rôle non négligeable dans les luttes ouvrières, sa presse s'implanter dans la classe ouvrière, les opprimés des colonies s'adresser à lui pour leur défense.

(LIRE LA SUITE PAGE 2.)



— Hors d'ici, galopin, puisque vous ne voulez pas jouer gentiment comme vos grands camarades.

SOUVENIRS sur Léon Trotsky (1)

LE SOCIALISME MENAIT AU VIEUX

Trois mois venaient de s'écouler depuis nos exclusions au Congrès national des J. S. tenu à Lille, en juillet 1935.

Nous avions dû lutter pour notre réintégration politique, pour souder sur notre plate-forme des couches plus larges de jeunes militants de Paris et de province et, au cours de la lutte, faire AVEC EUX l'expérience que la REINTEGRATION n'était possible que dans la mesure où nous CAPITULIONS SANS CONDITION devant « l'appareil » S.F.I.O.

Indépendance ou suicide

Nous n'avions malheureusement pas choisi l'heure du départ. Pour rester fidèles à notre politique, à nos mots d'ordre, nous dûmes, BON GRE, MAL GRE, nous engager dans la voie d'une ORGANISATION INDEPENDANTE, sous peine de nous renier et de nous suicider politiquement.

Le parti socialiste, à son tour, ratifiait les exclusions de Lille et chassait de ses rangs les bolcheviks-léninistes adultes, entrés à la S.F.I.O. après les événements du 6 février 1934.

Pour toute l'avant-garde prolétarienne en France, se posa la question de former à la fois UN PARTI et une JEUNESSE INDEPENDANTS, avec, en face de nous, deux grands partis ouvriers qui, tout en s'engageant dans la voie du Front populaire et de la collaboration gouvernementale avec les radicaux, gardaient une façade d'opposition au capitalisme et des mots d'ordre de lutte. L'unité d'action — chèrement acquise — par la volonté des travailleurs socialistes et communistes, était pour des centaines de milliers de militants le prélude à l'unité organique de la classe ouvrière française.

Nous apparaissions, même aux yeux de bons camarades, comme des « diviseurs ». Pour préserver l'avenir et permettre la victoire des générations qui viendraient plus tard, il nous fallait en 1935 rester seuls contre tous.

Dans les rangs de la jeunesse socialiste de gauche, et au fur et à mesure de notre évolution politique, la faillite totale et définitive de la IIe et de la IIIe Internationale, était visible de plus en plus clairement pour de nombreux militants. Il était incontestable, que dans ces conditions, le mot d'ordre des trotskystes d'une *nouvelle Internationale* — la IVe — avec son contenu marxiste-révolutionnaire, devait nous séduire.

Après mûres réflexions et discussions, il ne nous semblait pas qu'il pût y avoir d'autre issue sérieuse, pour des militants ouvriers honnêtes, que de venir renforcer les partisans — encore bien peu nombreux — de la IVe Internationale. Et ceci, malgré une répression féroce de la part des staliniens et des calomnies immondes et odieuses lancées contre Léon Trotsky et ses amis.

Le plus difficile consistait à faire admettre cette seule issue possible aux camarades de la Jeunesse socialiste de gauche.

De Jaurès à Guesde et de Guesde à Lénine

Toute une phalange de jeunes militants ouvriers se forma vers les années 33, 34 et 35 dans les rangs de la Jeunesse socialiste de la Seine.

A vrai dire, on se forme là où l'on peut et, comme bien souvent dans la vie, les choses grandes ou petites qu'on accomplira, dépendent d'un hasard, d'une rencontre, d'une discussion.

Nombreux furent donc les militants de la Jeunesse socialiste, qui au fur et à mesure de leur progression politique, tournèrent leurs yeux vers le Parti et l'Internationale communiste. A l'époque, malgré des fautes, des écarts et des tournants brusques, le P.C. apparaissait comme le seul parti de classe luttant réellement pour la révolution prolétarienne.

Nous éprouvions quelque méfiance instinctive pour les chefs socialistes de droite, au mieux à la Chambre avec les députés bourgeois, et pour les chefs socialistes de gauche qui, après des phrases révolutionnaires, votaient des motions d'unanimité.

Nous avons toujours apprécié les rapports personnels avec des camarades ou des militants dont les inquiétudes, les espérances, les idées VOISINAIENT les nôtres. On s'enrichit autant par le commerce des gens honnêtes et sincères que par les livres. L'un doit être le complément de l'autre. Pour apprécier une politique ou des idées, MÊME DES BOUTS D'IDEES, il est bon de connaître et de voir vivre ceux qui les défendent.

(LIRE LA SUITE EN PAGE 2.)

Trotsky, en 1918, commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'U.R.S.S.

Pour le 7e anniversaire de la mort de Léon Trotsky, La Vérité publiera la semaine prochaine « Trotsky en France » par Yvan Craipeau et commence aujourd'hui la publication des « Souvenirs sur Léon Trotsky », par Fred Zeller.

LETTRE DU BUREAU POLITIQUE DU P. C. I. AUX JEUNESSES SOCIALISTES

Bâtissons ensemble le Parti Révolutionnaire

VOUS avez pris position dans « Le Drapeau Rouge » pour le regroupement révolutionnaire. Telle nous apparaît être en effet la tâche essentielle de l'heure.

Depuis longtemps, le parti soi-disant socialiste n'est plus que le « gérant loyal » de la bourgeoisie gouvernant au service du patronat, avec ses Ramadier, brisant les grèves, ses Daniel Mayer, écrasant dans le sang les peuples coloniaux, avec ses Moutet, poursuivant les révolutionnaires avec ses Depreux, préparant la voie à De Gaulle avec ses Le Troquer.

Depuis longtemps, le parti qui se dit encore communiste, n'a cessé d'être autre chose qu'un agent de la bureaucratie soviétique. Cette dernière ne veut en aucun cas de la révolution prolétarienne qui ruinerait ses privilèges. Elle utilise le prestige de la Révolution russe pour canaliser les mouvements ouvriers et les vendre à la bourgeoisie au profit de sa diplomatie.

La leçon des grèves

Le caractère contre-révolutionnaire des deux grands partis qui se réclament de la classe ouvrière est apparu comme sous le feu des projecteurs au cours des grandioses mouvements ouvriers de ces derniers mois. Nous avons vu le parti soi-disant socialiste essayer de réquisitionner les grévistes de la meunerie et de l'électricité, mobiliser les transports de l'armée contre la grève des cheminots, faire arrêter les grévistes de la boulangerie, utiliser la diplomatie insidieuse de D. Mayer pour briser les grèves.

Nous avons vu le parti soi-disant communiste essayer d'abord de discréditer et de briser la grève Renault, assommant le 1er mai les J.S. et les communistes internationalistes qui distribuaient des tracts du Comité central de grève. Puis une fois hors du gouvernement, nous les avons vus s'efforcer d'utiliser les mouvements pour ses manœuvres parlementaires, en les fragmentant, en les émasculant, en les condamnant à l'impuissance. L'expérience a démontré que si la bourgeoisie a pu garder ses positions, ce n'est nullement parce qu'elle était la plus forte — dans chaque conflit elle a eu le dessous —, mais parce que les partis dits « ouvriers » volaient à son secours. Ce qui a manqué aux masses des travailleurs, ce n'est ni la force, ni le courage, c'est une avant-garde organisée, c'est une direction marxiste reconnue par elle.

Comment se construira le parti révolutionnaire

Devenir une telle direction, c'est la tâche que nous nous assignons. C'est pour nous un signe réconfortant de voir dès maintenant notre parti jouer un rôle non négligeable dans les luttes ouvrières, sa presse s'implanter dans la classe ouvrière, les opprimés des colonies s'adresser à lui pour leur défense.

Max GEOFFROY.

G. G. T. Patronat Gouvernement

UN SEUL BUT DEUX MOYENS

NOUS avons dit ici même, semaine après semaine, ce qu'il faut penser des accords C.N.P.F.-C.G.T. Nous avons montré qu'ils ne règlent rien, qu'ils ne font qu'accorder aux travailleurs une hausse des salaires bien inférieure à ce qu'a été la hausse des prix depuis janvier, qu'ils traduisent chez les deux parties la même volonté de gagner du temps en donnant un os à ronger à la classe ouvrière. Le C.N.P.F. atteindrait un double but par l'application de ces accords : harmoniser ses prix — tout le monde a compris ce que cela veut dire — et apaiser les conflits sociaux en entraînant les dirigeants de la C.G.T. un peu plus loin dans la voie de la collaboration au relèvement de l'économie bourgeoise. Pour le Bureau confédéral, il s'agit d'abord de paraître remporter « une victoire utile » aux yeux des travailleurs ; il s'agit ensuite de prévenir les combats ouvriers et d'éviter le retour d'aussi regrettables incidents que ceux de Renault.

Que signifie l'obstruction du gouvernement ?

Nous avons amplement montré comment « la victoire qui vient d'être remportée au Palais-Royal » (Monmousseau) ne pouvait que tendre à écarter de la conscience ouvrière les véritables solutions au problème prix-salaires : le contrôle ouvrier sur les prix et sur la production, la réduction des profits patronaux, l'échelle mobile des salaires. Mais d'une et l'autre partie en présence ont intérêt à fuir le véritable terrain du problème. Et le gouvernement les sert remarquablement en distrayant l'opinion par son apparente opposition; apparente car il est loin de s'opposer — bien au contraire — au principe d'une entente entre les patrons et les syndicats ouvriers qui doit se solder par une nouvelle duperie, succédant à celle de la « baisse ». Seules les modalités des accords ne satisfont pas Ramadier et ses complices. Si les gérants de la bourgeoisie — et donc du C.N.P.F. — manifestent des désaccords avec ce dernier, ce n'est pas en vertu d'un « divorce » entre l'Etat et la classe qu'ils représentent, mais plus simplement parce que les gouvernants ont le souci plus direct de l'équilibre budgétaire, des répercussions fâcheuses sur le volume des exportations, d'une hausse générale des prix industriels consécutive à la hausse des salaires, ou encore des dangers d'une nouvelle dévaluation du franc que le patronat envisage déjà, lui, sans appréhension.

Ce n'est pas à dire que l'accord ne se fera pas entre les trois parties en présence. Mais il se fera sans apporter un remède quelconque aux maux dont souffrent les travailleurs dans l'économie bourgeoise, et sans éviter ce que les uns et les autres affirment vouloir empêcher : l'inflation. Car la pénurie alimentaire subsiste.

Monmousseau dans le rôle du Père Tavernier

Tandis que C.N.P.F., gouvernement et C.G.T. cherchent, les premiers à consolider leurs profits, les uns et autres à gagner du temps, les économistes bourgeois se font peu d'illusions et ne songent pas à cacher que les accords du Palais-Royal, amendés ou non par Ramadier, ne vaudront guère plus qu'un cautère sur une jambe de bois. Ainsi François Reuter affirme dans « La Vie Française » que « la vole est ouverte à un nouveau tour de la spirale des prix » et constate que « pour l'instant, le cycle de l'inflation se poursuit » — cette inflation qui signifie la misère et la famine pour la classe ouvrière.

Mais on espère dans les milieux patronaux et gouvernementaux que les travailleurs ne lisent pas « La Vie Française », et l'on compte fermement sur les Monmousseau de service pour faire croire aux travailleurs que l'application des accords du Palais-Royal serait une « grande et utile victoire ». Tout beau, messieurs, vos espoirs seront déçus. Vous ne parviendrez pas à empêcher que renaisse la combattivité de la classe ouvrière acculée à la misère par vos plans, et que nos mots d'ordre prouvent seuls leur efficacité au cours des luttes.

A. DEMAZIERE.

P. S. — Quelques réponses nous sont parvenues pour notre enquête sur les feuilles de paye (voir le n° 132 de « La Vérité »). Aidez-nous à faire la preuve de la nouvelle duperie patronat-C.G.T.-gouvernement. Envoyez-nous vos feuilles de paye actuelles — elles vous seront immédiatement retournées — et vous nous adresserez ensuite celles qui suivront les accords.

24 et 27 fr. le kilo de pain du pétrin capitaliste

La bourgeoisie et tous les gouvernements successifs avaient réussi à maintenir le prix du pain à un niveau bas par rapport aux autres produits. On craignait, en effet, de provoquer la colère populaire en faisant rentrer dans la course folle des prix ce qui reste, en France, le symbole de la subsistance. Peut-être espérait-on ainsi duper les travailleurs et nier la misère croissante. Cette démagogique opération, les contribuables en faisaient les frais, puisque la différence entre le prix de revient et le prix de vente qui lui était inférieur était comblée par des subventions.

Aujourd'hui, une augmentation énorme du prix du pain démontre à quel point grandit le mépris de ce gouvernement pour le mieux-être de la population laborieuse, quand celle-ci se laisse endormir par les « dirigeants » qui se disent ouvriers.

Les capitalistes et leur gouvernement, incapables d'harmoniser les prix entre l'industrie et l'agriculture, veulent nous faire croire que l'augmentation du blé nécessite ce « réajustement » du prix du pain. En d'autres circonstances on pourrait dire : actuellement, dans la Vienne, des essais de panification de céréales secondaires sont effectués ; plusieurs types de pain furent livrés à la dégustation dont l'un par exemple contenait 35 % de maïs, 35 % d'orge et 30 % SEULEMENT DE BLE.

Quant par hasard on peut fournir du pain blanc dans certains hôpitaux, ce gouvernement ne se sent plus de joie sur ses hautes capacités et ordonne une cérémonie à cette occasion, comme cela vient de se faire à Paris. En attendant nous dégustons du pain jaune.

En fait, tous les partis du parlement ont accepté la nouvelle augmentation. Thorez faisait croire à ses auditeurs de Nîmes, il y a quelques mois qu'une augmentation de prix pouvait nous rendre le pain blanc. Et que proposent aujourd'hui les dirigeants du P.C.F. ? D'UNIFIER le prix du pain dans toute la France : partout le pain à 24 francs. C'est là le couronnement des capitulations successives qui ont favorisé l'offensive capitaliste dans tous les domaines. Rien, n'est proposé pour combattre cette augmentation alors que depuis des semaines elle était prévue.

En fait, c'est l'acceptation du pain à 24 frs. Et ils se disent représentants de la classe ouvrière !

Seul le P.C.I. a, depuis des semaines, lancé une campagne contre cette augmentation et donné les solutions qui permettent de *ne pas augmenter le prix du pain* tout en *revalorisant le prix du blé*.

B. L.

Editorial

BATAILLES PARLEMENTAIRES

La loi qui régira les élections municipales vient d'être votée. Pas sans mal. Après huit heures de discussion, tous les partis du parlement crient au scandale.

Regardons d'un peu près. La loi institue, dans les communes de 9.000 habitants et plus, le scrutin de liste, avec droit de panachage et représentation proportionnelle intégrale. Nous ne voyons là aucun scandale. La Représentation proportionnelle intégrale n'est-elle pas le système le plus équitable ? L'opposition stalinienne sur ce point ne se justifie que par des raisons de cuisine électorale. Quant au panachage, un parti dont les têtes de liste ont la confiance des électeurs ne peut le craindre ; au contraire, lorsqu'on est — comme les dirigeants du P.C.F. — en présence d'un mécontentement croissant des ouvriers de la base, jusqu'au sein du parti, on préfère que les électeurs aient à choisir une liste en bloc.

Mais on fait beaucoup moins de bruit autour du rejet par la Chambre du droit de vote à 20 ans. Nous demandons, quant à nous, ce droit à partir de 18 ans. Il s'agit d'une vieille revendication ouvrière, entièrement juste, car ceux qui travaillent et suent du profit pour les patrons, ceux qui ont été toujours les plus ardents dans la lutte de classe et ont joué un rôle d'avant-garde dans les récentes grèves encore, ceux-là sont aptes à voter. Que les jeunes ne votent pas, c'est le vrai scandale.

Telle qu'elle est, cette loi électorale — exécrable sur un point : refus du droit de vote aux jeunes — mêle le bon et le mauvais. Le bruit fait autour de cette cuisine ne peut faire oublier ce qui se cache derrière elle.

Le ravitaillement, les logements et les loyers, la hausse des prix et l'avilissement des salaires, les menaces contre les libertés démocratiques et contre la laïcité de l'école, la guerre dans les colonies et la préparation de la troisième guerre mondiale, tels sont les problèmes importants. C'est parce qu'ils sont incapables de les régler au profit des masses laborieuses, que les partis du parlement se livrent d'âpres et sordides batailles.

Camarades du P.C.F., votre parti va à la défaite, parce qu'il est installé sur le terrain de la démocratie bourgeoise et de ses marchandages. La bourgeoisie pousse son offensive contre lui, non pas comme elle clame — parce qu'il est révolutionnaire, mais parce que, elle, la bourgeoisie, prépare la liquidation de toute démocratie et veut détruire tout le mouvement ouvrier. Loin de décourager ses attaques, chaque capitulation devant elle, chaque acte de collaboration de classes la rend plus exigeante.

Elle crie à l'obstruction parlementaire, quand vous jouez avec elle la comédie parlementaire. On voit à cette occasion le P.S.F. Barrachin dans les grands premiers rôles. Mais, souvenez-vous, en juin 1936, le P.S.F. et toutes les organisations fascistes avaient disparu de la scène politique. C'est qu'à cette époque, les travailleurs occupaient les usines, imposaient directement leur volonté au patronat et que les querelles parlementaires cédaient place à la lutte de classe.

Paul PARISOT

300.000 Fonctionnaires fauchés par les crédits militaires

M. Schuman, le gouvernement Ramadier, l'Assemblée nationale ont rogné un bras puis deux à l'enseignement et décapité la reconstruction en leur enlevant des crédits indispensables. Mais les crédits militaires, qui nourrissent à coups de canons en Indochine et à Madagascar la « grandeur française » et tous ses parasites, de l'état-major aux rengagés, sont un vrai cancer qui dévore le produit de l'impôt au rythme de près d'un milliard par jour.

Le gouvernement, pour réaliser les 30 milliards d'économies promis lors de maintes déclarations sur l'équilibre budgétaire, a décidé une nouvelle fois — après la suppression des cinquante mille emplois de 1946 — l'opération chirurgicale. Et trois cent mille têtes... de fonctionnaires sont exigées d'une commission dite de la guillotine. Car on découvre de temps en temps que les dépenses administratives grèvent terriblement le budget de l'Etat et qu'il y a trop de fonctionnaires. Ce fut déjà ainsi au temps de Laval et sous Pétain. Mais si Laval baptisait son comité « de la hache », aujourd'hui on aime le travail en série, net, sans bavure. On appelle la commission d'un nom plus significatif : la guillotine, et on y envoie par milliers les prolétaires en faux cols se faire raccourcir.

Des joujoux pour l'armée

Alors que se préparait cette petite opération, M. Jacquinot pleurait. Il vouiait un porte-avions — la bagatelle de cinq milliards — et craignait fort qu'on le lui marchande. L'Assemblée nationale lui donna son joujou et un crédit pour les menues dépenses exceptionnelles de son ministère de la Marine. A l'addition : 31 milliards.

M. Maroselli, déjà, avait le sourire. Il avait obtenu 27 milliards pour l'aviation militaire.

Les officiels crédits exceptionnels pour l'armée atteignaient 94 milliards et étaient votés sans examen sérieux des dépenses.

Cette somme représente plus du triple des économies réalisables par la suppression des trois cent mille fonctionnaires. Mais la guillotine ne sera pas dressée dans la cour des casernes c'est une terre sacrée.

Sous le couperet

Encore faut-il savoir comment on va « guillotiner ». Car le gouvernement aurait pu vouloir un aménagement des services, une réorganisation, un meilleur rendement pour les administrés. Non, il faut simplement couper ce qui dépasse : 30 milliards — trois cent mille fonctionnaires. Soyons certains d'ailleurs que l'administration fera son possible pour ne pas liquider ses protégés, quitte à expulser quelques lampistes de plus. Il est certain aussi qu'on ne supprimera pas les services et les fonctionnaires créés spécialement à l'usage de certains personnages, et le Conseil d'Etat restera la retraite dorée des préfets disgraciés.

Du travail bien fait !

Dûment chapitrée et conseillée, la commission de la guillotine a commencé ses travaux.

— Douze mille postes seraient supprimés dans les compagnies républicaines de sécurité, mais... trois mille titulaires seraient récupérés par la garde républicaine. Attendons-nous à voir les neuf mille autres réintégrés dans la gendarmerie, la police ou l'armée.

— Toutes les sous-préfectures (à l'exception de celles situées dans les villes importantes) seraient supprimées. Les sous-préfets cependant resteraient en service...

Il faut toutefois prévoir que les exécuteurs useront de moins de clémence envers le brave employé de préfecture ou le rond-de-cuir des contributions. Pour ceux-là, pas de pitié. Congé pendant trois mois — c'est la règle — puis licenciement. Que voulez-vous, l'ordre républicain peut, à la rigueur, se passer d'eux, mais pas de gendarmes, de sous-préfets, de conseillers d'Etat.

Le gouvernement et M. Pineau nous avaient dit qu'il ne saurait être question de réduire les effectifs militaires avant l'adoption de la loi sur la réorganisation de l'armée. Pour les fonctionnaires, point n'est besoin d'attendre une réforme administrative. Et si M. Teitgen affirmait, lors de la discussion, mardi dernier, à la Chambre, qu'on ne trancherait qu'après AVIS des commissions paritaires, il faut remarquer qu'absolument rien n'oblige un ministre ou une commission à observer un avis. Nous verrons d'ailleurs dans un prochain article comment les fonctionnaires et leurs syndicats sont appelés à « donner leur avis », la technique de la loi dite « de dégagement des cadres » et la mauvaise plaisanterie des prétendues garanties de reemploi.

Ramadier et son grand argentier Schuman, en supprimant trois cent mille fonctionnaires condamnent en réalité trois cent mille familles à la misère pour renforcer leur appareil d'oppression sur les travailleurs, pour couvrir sous cette mesure spectaculaire les crédits militaires, l'horreur des guerres coloniales, la préparation d'un renforcement de l'armée.

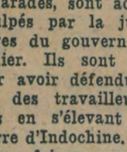
G. MERY.

Pointes Rouges

Dans le vin

Une première fois, la Commission parlementaire d'enquête sur les scandales du vin avait fait connaître ses conclusions : « Pas de parlementaires compromis. »

Mardi, nouvelle réunion. On revoit la question et on modifie les conclusions



qui, sur proposition d'un député P.R.L., deviennent DANS L'ETAT ACTUEL DES TRAVAUX DE LA COMMISSION, aucun parlementaire n'est compromis. Prudence est mère de sûreté.

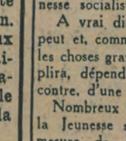
L'Aube estime que le débat est ainsi tranché. Quant à L'Huma, pas difficile non plus, elle estime que la nouvelle formule est une grande victoire : « D'importantes modifications sont apportées », etc. Si vous les connaissez les Topazes, donnez leurs noms, et qu'ils soeint châtiés !

Malice et prudence

Jouhaux est président du Conseil économique. Celui-ci avait à donner son avis sur la loi que le gouvernement prépare contre le droit de grève. De plus en plus prudent, Jouhaux était... malade le jour de la discussion. Le Conseil a refusé de se prononcer sur le droit de grève. Ni pour, ni contre. Mais Jouhaux n'y sera pour rien. Ni pour, ni contre, ni même pour l'abstention.

Un bon renseignement

Pendant que La Vérité *mène campagne contre les crédits militaires,* La Croix *— mine de rien — part en guerre contre... le budget de l'Enseignement. Ruineux, ce budget. « Si l'Etat, confie à ses lecteurs l'abbé Thellier de Poncheville, au lieu d'accaparer la formation de la jeunesse avait commencé par mettre en œuvre les concours qualifiés (sic!) pour mener à bien cette tâche immmense, nous aurions vu apparaître une splendide affluence d'institutions scolaires, alimentées par des subventions spontanées, au*



grand profit du trésor public.

Ainsi, pour rétablir l'école libre, l'argent surgira de terre. Merci du renseignement. Qu'on fasse donc payer les riches pour édifier une puissante école laïque du peuple, et qu'on ferme les écoles religieuses !

Comment voulez-vous qu'il vive ? Mais j'y tiens pas

Vous n'avez pas encore oublié le commissaire de Saint-Cloud, qui volait des automobiles.

Un journal d'informations mettait la phrase suivante dans la bouche d'agents de police. « Comment voulez-vous qu'un commissaire vive avec 13.000 francs par mois ? »

Quand on voit dans la presse le cas d'un pauvre type assassiné par les policiers au cours d'un passage à tabac, on sait comment les commissaires répondent aux petits délinquants qui, eux doivent vivre avec 6.000 ou 7.000 francs par mois.

Faites payer les riches

Autrefois, quand par exemple des mineurs mouraient à la suite d'un coup de grisou, le syndicat ouvrier faisait une collecte tout en stigmatisant le régime qui assassine les ouvriers et laisse les veuves crever de faim.

Mais pour les travailleurs du port de Brest tués par l'explosion du Liberty, c'est la direction de l'arsenal qui a fait circuler des listes de souscription portant nom et numéro matricule de chaque ouvrier. La liste était présentée une seconde fois à celui qui n'avait pas voulu souscrire tout de suite.

Ne trouvez-vous pas que la direction abuse un peu de la solidarité ouvrière ? Ce même Etat, qui gaspille 5 milliards pour un porte-avions, a le cynisme d'imposer un nouvel impôt... « volontaire » aux ouvriers.

Ça me fait penser aux SS qui faisaient creuser leur tombe aux résistants avant de les fusiller.

Les ignares

Il y a deux ans, le P.C.F. utilisait encore Picasso comme panneau publicitaire. Picasso, qui reste une incarnation grandiose de la liberté dans l'art, était pourtant toujours inquiétant pour la dictature stalinienne.

Les bureaucrates ignares qui prétendent diriger l'art en U. R. S. S. s'attaquent aux « relents de la banqueroute artistique du capitalisme » qui « polluent l'air frais de l'art soviétique », et prend à partie Picasso. Son « formalisme » (?) est intolérable pour la Pravda. Et les « décadent », « démoralisant », « réactionnaire » pleuvent sur lui.

La révolution de 1917 tendait la main à l'art révolutionnaire indépendant. Les staliniens le craignent comme la peste. Quant à nous, reprenons la parole de Trotsky : « Le seul impératif pour l'artiste, c'est l'obéissance absolue à son MOI intérieur. »

INTERVIEW des députés algériens

(Suite de la première page)

dit en passant — a abandonné le programme du Manifeste pour négocier un Statut dans le cadre de l'Union Française. »

A quoi sert ce droit ?

— Vous n'êtes cependant pas opposés à certaines réformes, telles que le vote des femmes, par exemple ?

« A quoi sert ce droit de vote, puisque l'Assemblée Algérienne n'aura pas le droit de légiférer et que le gouverneur général voit toutes ses prérogatives renforcées ? »

Et, comme nous parlons d'Abd el-Krim et de sa déclaration sur « L'Union Française », Mezerna déclare : *« Il est évident que le prestige d'Abd el-Krim est immense en Afrique du Nord. »*

— La dernière fusillade de Sfax a dû dissiper, en Afrique du Nord, tout reste d'illusions sur l'Union Française ?

« Ramadier lui-même n'a-t-il pas affirmé, à propos du débat sur les crédits militaires : « L'armée est le seul ciment de l'Union Française » ?

» Par là, l'Union Française démasque son véritable visage colonialiste.

» Personne ne se fait d'illusion sur la démocratie de l'Union Française. C'est pourquoi la presque unanimité du peuple algérien se détourne des partis qui admettent l'Union Française.

» Les évènements de Sfax ont eu d'autant plus d'écho en Algérie que le général Duval, qui commande les troupes d'occupation françaises en Tunisie, est celui qui dirigea la criminelle répression de mai 1945 dans le Constantinois. »

Et Lamine me rappelle longuement comment l'impérialisme français a divisé artificiellement l'Afrique du Nord, qui ne constitue qu'un seul et même peuple, lequel réalisera certainement son unité et son indépendance.

Etat de siège permanent...

— Quels sont les rapports entre le peuple algérien et les troupes françaises en garnison en Algérie?

« En Algérie, nous avons l'impression d'être en état de siège permanent avec les défilés de tanks et les soldats sortant avec leur mitraillette.

» Mais ces jeunes soldats, comme les tirailleurs sénégalais que l'impérialisme français utilise au maintien de « l'ordre », sont moins responsables des événements de Sfax que le gouvernement qui a décidé de procéder à la réquisition des chemins de fer, alors qu'il n'a pas osé le faire contre la classe ouvrière française, lors des dernières grèves... ou du moins n'ose pas encore le faire. »

— Que pensez-vous des négociations Ho-Chi-Minh-Bollaert qui se préparent ? Croyez-vous que l'acceptation de l'Union Française par le Viet-Minh ne va pas décevoir l'opinion nord-africaine ?

» Nous avons tous admiré la lutte héroïque des Vietnamiens, comme celle des Indonésiens et des Malgaches.

» Aujourd'hui, tous les peuples coloniaux se sentent unis dans un même combat et la résistance de l'un entretient l'espoir de tous les autres.

» Il ne nous est pas permis de juger de loin les conditions locales qui ont amené Ho-Chi-Minh à négocier avec le gouvernement français. Si Ho-Chi-Minh obtient une Assemblée souveraine et le droit d'avoir une armée nationale, nous pensons que ce sont des avantages qui limiteront sérieusement les droits de « L'Union Française ».

J'objecte qu'il est peu vraisemblable que l'impérialisme accorde des concessions — surtout celles-là — et que les négociations d'Ho-Chi-Minh constituent une véritable capitulation.

Mezerna réfléchit et ajoute :

« Que Ho-Chi-Minh soit ou non pour l'Union française, il est certain que le peuple vietnamien veut son indépendance et il l'obtiendra certainement un jour, suivant le principe de la Charte de l'Atlantique. »

Compter sur soi-même

— Ne croyez-vous pas que les déclarations de l'O.N.U. ressemblent à celles de la Constitution française, qui fait aussi des phrases sur la fraternité de tous les peuples ? L'O.N.U. n'est-elle pas une deuxième édition de la S.D.N.?

« Non, nous avons espoir en l'O.N.U. La dernière guerre a eu pour point de départ un nouveau partage des colonies et toutes les nations se sont mises d'accord pour en terminer avec le système colonial

» L'O.N.U. comprend toute une série de petites nations et en particulier d'anciennes colonies qui ont conquis l'indépendance. Ces dernières, en particulier les pays arabes, lutteront au sein de l'O.N.U. pour faire respecter notre droit à la liberté.

» Mais cet espoir n'aveugle pas le peuple algérein, qui sait parfaitement qu'il doit d'abord compter sur lui-même pour conquérir son indépendance.

» Malgré les 40.000 victimes de mai 1945, jamais la volonté d'indépendance des peuples d'Afrique du Nord n'a été plus ardente. Notre libération dépend de nous.

» A vous de faire comprendre aux ouvriers français que la libération des colonies est leur propre intérêt. »

Instauration révolutionnaire de la République

Tel est le mot d'ordre de nos camarades espagnols

L'ancien ministre socialiste espagnol, Indalecio Prieto, défenseur de la politique de compromis avec les monarchistes et de soumission à la manœuvre réactionnaire de l'O.N.U., a réussi à faire approuver sa politique par le parti socialiste espagnol, lors de la récente conférence de Toulouse. Cela a créé une situation particulièrement délicate qui doit être suivie de près par les travailleurs espagnols.

La section espagnole de la IVe Internationale vient à ce sujet de publier un manifeste sous le titre : **« Vive le front des organisations ouvrières. Contre la capitulation, face au chantage de l'O.N.U.. Pour l'instauration révolutionnaire de la République ! Elections libres à une assemblée constituante, sous la garantie du peuple en armes ! »**

Après avoir dénoncé l'antistalinisme sans principe de la bourgeoisie, dont Prieto se faite le porte-parole, et affirmé que seul le mouvement ouvrier révolutionnaire peut balayer les courants qui trahissent la classe ouvrière, le Manifeste appelle les organisations ouvrières espagnoles à la constitution d'un front unique prolétarien, sous le signe de l'alliance ouvrière.

Les trotskystes espagnols demandent que l'alliance ouvrière prenne en main la direction de la lutte intérieure et extérieure contre le régime franquiste. Le manifeste définit les tâches révolutionnaires à réaliser pour assurer la LIQUIDATION DE L'APPAREIL FRANQUISTE, LA PROCLAMATION DE LA REPUBLIQUE PAR LES ORGANISMES LOCAUX ET REGIONAUX DE L'ALLIANCE OUVRIERE, et la CONVOCATION PAR CELLE-CI D'ELECTIONS A UNE ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE, etc.

Il a trouvé le meilleur accueil dans les milieux ouvriers espagnols.

LES VACANCES de Jean le prolo

Même pour quinze jours, après toute une année de labeur dans le bruit des machines, l'esclavage des chaînes· l'abrutissement des bureaux, les intempéries sur les chantiers, il n'est guère permis aux travailleurs de connaître la détente totale que procurent de vraies vacances.

Dans notre époque de guerre, de misère et de famine, où l'oppression capitaliste est maîtresse, les bienfaits de la nature ne sont pas pour la classe ouvrière. Que d'obstacles entre les prolétaires et la brise marine, la campagne reposante, la saine fraîcheur des montagnes où l'air pur fait circuler sous la peau un sang plus riche et tout neuf ; le capitalisme n'a pas prévu cela pour toi, camarade ouvrier.

Il n'ira pas loin...

Les tarifs de la S.N.C.F. ont augmenté considérablement ; et les billets de congé payé, mesure « en faveur » de la classe ouvrière, ne sont pas valables le 31 juillet, ainsi que le 1er, 2, 3, 13, 14 et 15 août. Ainsi ceux qui veulent profiter de la réduction de 20 % qu'apportent ces billets, perdent des jours à attendre la date favorable.

Pour vivre dans une station estivale, il faut énormément d'argent, plus encore qu'ailleurs, il faut retenir des chambres longtemps d'avance. Alors, cette année encore, ceux qui s'enfuient ne vont pas loin, ou bien se rendent chez des parents.

Et même pour celui qui a trouvé un coin plaisant, où la rivière proche permet la pêche et les baignades, le repos, la détente ne sont pas complète. Car partout le pain est à 27 francs, la vie chère et les soucis quotidiens pour équilibrer le budget familial pourvuivent sans répit les mêmes, ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, la classe ouvrière.

Celui qui mange du pain jaune à 27 francs

Quelques jours suffisent à montrer à l'ouvrier des grandes villes que la même rancœur, le même dégoût, la même révolte existent en province où le pouvoir d'achat est aussi très misérable, les retraites et les pensions, des aumônes indignes.

Et dans les discussions, toujours cette phrase : « Cela ne peut plus durer. »

Ces vacances auront mieux renseigné les prolétaires des villes sur la température réelle qui existe dans d'autres lieux que leur quartier, la ville où se déroula leur existence quotidienne, que les déplacements avec discours des « fils du peuple » en Packard.

Février et juin ont vu le déclenchement de grèves toujours plus nombreuses, et les travailleurs pouvaient espérer pour cette année de meilleures vacances. Mais on a ramené « l'accalmie sociale », qui permet aux prix de reprendre leur folle ascension (comme quoi l'accalmie est à sens unique).

Comment gagner de vraies vacances

De retour chez eux, quand les travailleurs seront de nouveau happés par la machine, ils ne devront pas oublier que la misère est la même dans tout le prolétariat et que la volonté de se défendre et les aspirations à vivre comme des hommes, et non comme des chiens, sont aussi les mêmes.

Alors ils sauront que pour avoir de vraies vacances l'année prochaine, et la possibilité de vivre décemment tous les jours, il ne suffit pas de dire « cela ne peut plus durer » ou de faire confiance à des « dirigeants » qui divisent et trahissent les grèves, mais que la lutte doit être générale avec une vraie direction de combat, pour être efficace contre la bourgeoisie et son régime de famine.

B. LANDAU.

Le congrès espérantiste de S. A. T.

Le 20e congrès de Sennecieca Asocio Tutmonda (S.A.T.) vient d'avoir lieu à Aarhus (Danemark), du 2 au 7 août. Plus de 700 participants, 11 nations représentées, voilà qui milite en faveur de l'espéranto, langue internationale à laquelle les travailleurs ne pourront rester indifférents. Au cours d'une longue discussion ayant pour sujet : la situation politique actuelle, notre camarade Paul Moth, de la section danoise de la IVe Internationale, apporta le point de vue de notre organisation.

Nous ajouterons que ce congrès fut parfaitement organisé et que toutes les discussions eurent lieu sous le signe d'une entière démocratie.

H. C.

COSTE-FLORET RECLAME le service militaire à 18 mois

Dans une récente déclaration citée par toute la presse, M. Coste-Floret a prôné le service militaire de dix-huit mois en des termes que Paul Reynaud ne désavouera point : « Si les jeunes ne servaient que six mois, déclare-t-il, ils seraient militairement à peu près instruits, mais ne rendraient aucun service dans les forces permanentes, notamment pour la protection de l'Union française et l'occupation des territoires ex-ennemis ».

Le ministre M. R. P. entend ainsi préparer la légalisation des abus de pouvoir commis par l'état-major ces temps derniers. Car on sait qu'il ne se trouva guère de volontaires pour combattre en Indochine, exception faite des anciens SS, d'ex-doriotistes en quête d'une réhabilitation « démocratique ». Delattre de Tassigny ne se servit-il pas alors, en masse, de jeunes appelés qui, souvent même, avaient fini leur temps ?

Mais Costes-Floret poursuit : *« Pour mettre sur pied les masses de la nation armée, il faut d'abord réaliser l'équipement indispensable à leur entraînement. »*

Qu'en pensent les soldats ? Car eux sont très instruits sur ce chapitre de l'équipement dit indispensable à leur entraînement...

Evidemment on peut instruire militairement les jeunes Français en six mois de service mais quelle charge écrasante pour le budget.

Parlez-moi du service de dix-huit mois. Voilà une sérieuse économie. Nos recrues peuvent ainsi porter à travers l'Union française la bonne renommée du pays.

Mais, croyez-moi, l'idéal pour l'équilibre économique et politique du pays, c'est bien le service militaire à perpète pour toute la nation. d'après Costes-Floret.

La bonne armée !

Un gars du 2e régiment de chasseurs parachutistes nous dit : *« On nous habille avec les frusques de bohémiens et des godasses qui font naître une moyenne quotidienne de cinq à six ampoules. Les repas : un quart de soupe (de l'eau), un quart de légumes ou une pomme de terre, plus — à midi — un bout de viande comme une phalange de doigt ou un bout de fromage correspondant, et un demi-quart de vin. Chacun se plaint de crampes d'estomac et manque se trouver mal. A part ça, nous sommes isolés et consignés pour un temps indéterminé. Quelques rebellions ont provoqué des mesures disciplinaires exceptionnelles. »*

Il faut ramper...

Un autre camarade nous parle dans le même sens du 3e régiment de spahis algériens : *« Chacun sait que les spahis sont des régiments disciplinaires, destinés à abattre les plus courageux. Il faut tout savoir faire dès le premier jour, sinon une punition. Comme punition, c'est simple : il faut ramper. Mais ramper sur les cailloux, les épines, avec un short comme vêtement, ramper avec les coudes les genoux et les reins. Si le jeune ne se couche pas assez vite, n'exécute pas assez rapidement, alors les coups pleuvent. Coups de talon sur la poitrine ou les reins, coups de poing dans la figure, et il ne faut pas rouspéter, sinon c'est la prison. »*

Mais pas un député ne prend la défense des jeunes appelés. Du P.R.L. au prétendu parti socialiste, tous applaudissent la belle armée française. Et les staliniens... s'abstiennent !

Aussi, abandonnés par les partis qu'ils croyaient en leur faveur, beaucoup de jeunes condamnés à n'être qu'un bétail humain ou livrés à la guerre fratricide des rizières et du maquis malgache désertent, solution individuelle, sans issue, car tôt ou tard ils tomberont entre les griffes de la justice militaire. Une action collective pour la libération après six mois de service peut, engagée dès maintenant, déjouer les manœuvres de Costes-Floret et de l'état-major. Tous les travailleurs se doivent d'engager cette action, particulièrement par leurs syndicats, et d'exiger en même temps l'évacuation de l'Indochine, de Madagascar et de l'Afrique du Nord.

Les dockers, les marins, les cheminots, les travailleurs coloniaux ont les mêmes intérêts que les jeunes encasernés français. Leur devoir est de mener avec eux la lutte collective contre l'impérialiste et le militarisme français.

* * *

LE VIET-MINH S'APPRÊTE A POIGNARDER LA RÉVOLUTION VIET-NAMIENNE

Après avoir proclamé sur toutes les longueurs d'ondes qu'il était d'accord avec Bollaert, Ho Chi Minh remanie son cabinet, expulsant les partisans de la lutte à outrance et s'adjoignant Bao Daï, l'ex-empereur d'Annam que « l'Humanité » présentait, il y a quelques semaines, comme un agent de l'impérialisme chinois. Outre Bao Daï, on trouve Ta Quang Buu et Vu Dinh Dung, personnalités bourgeoises qui ne représentent qu'elles-mêmes, le docteur Dang Van Huong, président d'une association bouddhiste (un M.R.P. oriental en quelque sorte), et un parent de la famille royale : Ton That Tung.

La nouvelle capitulation que prépare ainsi le Viet-Minh distancera de loin celle du 6 mars 1946 qui autorisa Leclerc à débarquer à Haiphong.

Alors que la bourgeoisie française éprouve les pires difficultés financières pour soutenir la guerre au Viet-Nam et que l'ensemble des mouvements d'émancipation coloniaux approuvent, favorisent et soutiennent le Viet-Nam, on ne peut chercher la cause de l'effondrement du Viet-Minh que dans sa propre politique, directement inspirée par le stalinisme.

Collaboration de classes

Dès sa naissance, le Viet-Minh a commencé par se revendiquer de la même cause que les « forces alliées » anglo-américaines, comme si un peuple opprimé pouvait faire confiance à la bonne foi démocratique des deux plus puissants impérialismes du monde.

Les masses paysannes et ouvrières saisissaient des armes japonaises, désorganisaient des compagnies entières de Japonais avec la seule arme de la fraternisation prolétarienne, et s'emparaient de propriétés françaises. Le Viet-Minh, par contre, se fit le défenseur de la sacro-sainte propriété bourgeoise, non seulement viet-namienne, mais aussi de celle des gros propriétaires fonciers.

L'usure, fléau de la petite paysannerie, ne fut pas supprimée, les dettes usuraires abolies. Le taux de l'usure fut simplement réduit.

Rien ne fut fait pour les Ta Diên, c'est-à-dire pour l'immense majorité de la paysannerie misérable, et presque rien pour les travailleurs industriels.

Les trotskystes qui combattaient sous la direction de Nguyen Hai Au appelaient alors les travailleurs à constituer leurs Comités Révolutionnaires du Peuple, à donner la terre aux paysans et les usines aux ouvriers. Les Milices Ouvrières furent traquées et assassinées, aussi bien par les agents du Viet-Minh que par ceux du nationaliste Nguyen Binh.

Le peuple avait trouvé la voie

Certes, la famine fut combattue, l'analphabétisme presque supprimé, la lutte militaire fut héroïque. Mais cette lutte acharnée est davantage l'œuvre accomplie dans l'enthousiasme de la libération par le peuple lui-même, que celle des dirigeants du Viet-Minh, plus préoccupés de diplomatie internationale.

Le sursaut gigantesque des travailleurs viet-namiens devait d'ailleurs miner les accords du 6 mars qui ouvraient grandes les portes du Tonkin aux armées de Leclerc et de d'Argenlieu.

Le coup de poignard que Ho Chi Minh et le Viet-Minh s'apprêtent à donner à la révolution viet-namienne est bien la suite logique de ses capitulations et de sa volonté de s'intégrer dans l'Union française pour les nécessités de la diplomatie stalinienne.

Cette politique n'a rien de commun avec les intérêts des travailleurs viet-namiens.

Il n'est pas non plus exagéré de dire qu'elle sabote aussi la lutte des autres peuples opprimés par l' « Union française » : Malgaches, Algériens, Tunisiens, Marocains, au moment où l'unité d'action était le plus profitable.

Nguyèn Hai Au, membre du Comité central de la ligue communiste internationaliste commandant de la milice ouvrière de Saïgon-Cholon, tué au combat par les troupes françaises le 13 janvier 1946.

La lutte continue

Mais la lutte du peuple viet-namien ne se terminera pas sur les ordres du Viet-Minh. La ligue communiste internationaliste, section viet-namienne de la IVe Internationale, qui a soutenu le Viet-Minh sur le plan militaire sans jamais confondre son drapeau et ses mots d'ordre avec ceux du Viet-Minh, et qui lutte pour l'indépendance en luttant pour le socialisme, sera de plus en plus écoutée par les masses laborieuses viet-namiennes.

Le mécontentement s'élargit un peu partout au sein du Viet-Minh, et l'on voit apparaître l'organisation Viet-Hong, qui veut lutter jusqu'au bout contre l'impérialisme français et qui se pose la question du programme révolutionnaire.

J.-R. C.

LE HAVRE GRÈVE SUR UN PAQUEBOT

Le « Colombie », qui devait quitter Le Havre le 4 août à destination de Casablanca, est parti avec trois jours de retard, l'équipage étant en grève. Affecté à la ligne des Antilles, il touchait une prime de 2.200 francs par homme pour voyage au long cours. Le trajet entre la France et le Maroc étant de la catégorie « grand cabotage », cette prime lui avait été retirée. Les marins ont refusé d'accepter cette diminution de rétribution. A bord depuis le 4, les passagers furent nourris par les soins de l'équipage en attendant une décision ; ils firent savoir au ministre Jules Moch qu'ils n'accepteraient pas de débarquer. La réponse gouvernementale est parvenue le 7 dans la matinée : la suppression de la prime était maintenue. Cependant, les marins tenant bon, il leur fut promis qu'ils toucheraient la prime à leur retour. Devant cette promesse, ils ont consenti au départ.

Souscrfption permanente de " La Vérité "

Bover, 35 fr. ; Khan, 7.000 fr. ; Merien, 25 fr. ; Anonyme, 250 fr. ; Kersulec, 100.fr. ; Wellez (Marne), 75 fr. ; Craipeau, 2.500 fr. ; Jean Féry, 1.000 fr. ; Loeb, 2.000 fr. ; Mollet (divers), 200 fr. ; Marseille, 25 fr. ; Vo Dang, 100 fr. ; Delannoy, 125 fr. ; Anonyme, 3.000 fr. ; Beck, 50 fr. ; Charpentier, 35 fr. ; Occhialini, 200 fr. ; Carpino, 10 fr. ; Italiens, 1.000 lires.

Bâtissons ensemble le parti révolutionnaire

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Mais la faiblesse de nos effectifs ne nous permet pas encore de diriger réellement les luttes. C'est pourquoi la construction d'un grand parti révolutionnaire d'avant-garde est notre principale préoccupation et la seule garantie des victoires ouvrières de demain.

Nous ne nous faisons aucune illusion. Le parti réformiste et surtout le parti stalinien continueront encore longtemps à contrôler la majorité de la classe ouvrière. Les travailleurs ne se débarrasseront de leur emprise qu'à travers une série d'expériences vécues dans leur chair et dans leur sang. Le parti révolutionnaire reconnu par les masses se construira laborieusement au travers d'une série d'expériences, de crises et de regroupements.

Une étape du regroupement révolutionnaire

Précisément, l'heure est venue aujourd'hui d'une étape décisive sur la voie du regroupement révolutionnaire. Dans le P.S. et dans le P.C.F. se dessinent aujourd'hui des oppositions certes encore bien faibles, numériquement et politiquement, mais qui sont un signe important. Il suffit de voir les communistes de l'Isère ou de la Savoie s'insurger contre l'embourgeoisement du P.C.F. Il suffit de voir se dresser dans la S.F.I.O. une avant-garde qui tire la leçon des trahisons du parti et des capitulations de la « gauche ».

Ces camarades devront comprendre qu'il n'y a aucune possibilité de redressement de leurs partis. Vous avez appris par expérience que la démocratie du parti « socialiste » n'est qu'une hypocrisie.

Et la motion du Rhône souligne avec raison l'évolution de la composition sociale du parti qui lui interdit toute possibilité de redressement. Quant au Parti communiste français, sa politique n'est pas le moins du monde déterminée par la base, comme le montre par exemple, l'unanimité monolithique de ses congrès. La seule voie pour ces camarades, c'est de rompre avec le réformisme et le stalinisme.

C'est de construire avec nous le Parti révolutionnaire.

Construisons ensemble le parti révolutionnaire

Votre propre jeunesse a également un grand rôle à jouer dans ce sens. Sans doute sa tâche essentielle reste de construire une Jeunesse révolutionnaire. Mais le développement d'une telle Jeunesse est lié au développement du parti. Dans bien des localités et sans doute dans nombre de départements. Vos militants vont se trouver les seuls représentants du mouvement révolutionnaire. Ils auront ainsi nécessairement à jouer un rôle de parti. Votre organisation, avec son journal et son appareil national joue donc un rôle d'avant-garde qui déborde celui d'une organisation de jeunesse.

C'est pourquoi, conformément aux décisions de notre Comité central, nous vous proposons d'œuvrer ensemble à la construction du Parti révolutionnaire en y associant tous les militants qui veulent travailler dans le même sens.

Notre parti n'est pas une chapelle sectaire entrouverte aux initiés. Il est prêt à s'unir à toutes les forces qui veulent sérieusement combattre sous le drapeau du marxisme révolutionnaire et de l'Internationalisme.

« A une telle unité révolutionnaire, rappelait notre dernier Comité central, notre parti ne pose aucune condition préalable. Il vous demande de venir discuter avec nous fraternellement de la politique du Parti révolutionnaire, de ses méthodes, de ses statuts, de sa ligne de conduite, de sa direction. »

Nous vous proposons donc d'aborder ensemble les problèmes posés par la construction d'un Parti révolutionnaire.

1. Le programme. — Quant à nous, nous proposons comme programme fondamental le programme de fondation de la IVe Internatinale ; ce programme définit à la fois les objectifs généraux de la révolution socialiste, les mots d'ordre de transition sur le chemin du socialisme et la stratégie révolutionnaire. Il ne s'agit pas seulement d'un programme théorique. Au cours des bouleversements de la dernière décade, pendant que la IIe Internationale s'effondrait une fois de plus dans le chauvinisme, pendant que la IIIe Internationale prononçait sa propre dissolution pour satisfaire la bourgeoisie alliée, pendant que les « bureaux internationaux » ni chair, ni poisson, à la Marceau Pivert disparaissaient dans le ridicule, tous les partis de la IVe Internationale, restaient fidèles à leur drapeau, à travers le monde, malgré la répression féroce des hitlériens, des fascistes, des « démocrates » et du Guépéou.

Le programme de la IVe nous apparait donc vérifié et trempé dans la lutte à l'échelle mondiale. C'est pourquoi nous le soumettons comme base à la discussion.

2. La politique actuelle. — Nous vous proposons de mener en commun à l'intérieur de nos organisations la discussion sur les perspectives, la stratégie et tactique actuelle du Parti.

3. L'unité d'action. — Nous vous proposons de préparer l'unité révolutionnaire en coordonnant dès maintenant notre action, nationalement, régionalement et localement pour toutes les luttes à mener :

Soutien des luttes ouvrières, défense des peuples coloniaux, campagnes politiques. Dans cet ordre d'idée nous pourrions envisager une campagne municipale commune dans certaines localités.

Ces propositions, camarades, nous sommes prêts à les préciser, soit devant votre B.N., soit devant votre congrès si vous le jugez utile.

De toute façon, nous vous proposons une rencontre de délégués de notre Bureau politique et de votre Bureau national pour étudier les possibilités et les modalités d'un accord. Nous pensons qu'il est nécessaire d'agir le plus vite possible, pour affronter les luttes ouvrières de demain avec un parti révolutionnaire unifié et cohérent.

Fraternel salut communiste internationaliste

Le Bureau politique du P.C.I.

LE SOCIALISME MENAIT AU VIEUX

(Suite de la première page.)

Après les événements du 6 février 1934, tout un courant des J. S. évolua peu à peu du socialisme traditionnel vers le communisme, passant insensiblement de Jaurès à Guesde et de Guesde à Lénine.

Un soir une délégation du *Comité central* des Jeunesses communistes vint nous trouver au siège de la Fédération, 12, rue Feydeau et nous proposa *l'unité d'action*. Conduisant la délégation, se trouvait RAYMOND GUYOT qui FUT pendant des années le VRAI porte-drapeau de la jeunesse prolétarienne française.

Il sortait à nouveau de prison pour « propagande antimilitariste ». C'était l'époque — la grande époque — où « l'AVANT-GARDE » était saisi chaque semaine, dès sa sortie de l'imprimerie, parce qu'il prenait la défense des jeunes soldats emprisonnés — *les mutins de Calvi et d'Oléron* —. C'était l'époque où les mutins, (qui étaient maltraités, assommés, punis du mitard) chaque jour — partout — à la même heure, faisaient flotter à travers les barreaux de leur cachot un drapeau rouge, fait d'un mouchoir ensanglanté et chantaient « l'Internationale ».

Sans attendre les « décisions » et « l'autorisation » des adultes qui rechignaient, la fédération de la Seine des J.S. décida de pratiquer l'*unité d'action* avec les communistes. Nous organisâmes toute une série de réunions et de meetings en commun, qui attirèrent du reste des auditoires enthousiastes.

Il m'arriva, bien souvent, d'aller au 120, rue La Fayette et de bavarder longuement avec Raymond Guyot, Victor Michaud, Léonce Graujon, R. Latarget, Poulmarch, qui mourut héroïquement sous l'occupation allemande.

La déclaration de Staline

Nos rapports furent très amicaux jusqu'à la déclaration que le vieux renard Pierre Laval arracha, à Moscou à Staline en 1935 : *Je comprends et approuve pleinement les mesures de défense nationale prises par la France, pour élever ses armements au niveau de sa sécurité.*

Nous avions déclenché dans toute notre organisation une campagne acharnée *contre la défense nationale* en régime capitaliste, contre l'*union sacrée* en cas de guerre et contre les dirigeants patriotards de la S.F.I.O.

La déclaration de Staline éclata comme une bombe.

Raymond Guyot chez qui nous nous rendîmes dès la publication de la « déclaration », était effondré et répondit très gêné que c'était *une manœuvre sans importance*. Il a dû faire sans doute la même réponse, à ceux qui lui demandaient des précisions en 1939 sur le pacte Staline-Hitler...

Il faut ajouter que quelque temps auparavant, Maurice Thorez avait déclaré à la tribune de la Chambre : *Un fossé que rien ne pourra jamais combler, nous séparera TOUJOURS des chefs socialistes qui se sont vautrés dans la guerre impérialiste. Il y a entre eux et nous 1.500.000 morts !*

Raymond Guyot ajouta : « Il faudrait absolument que tu puisses aller à Moscou discuter avec les dirigeants de l'*Internationale communiste des jeunes.* » Mais à l'époque la chose s'avéra impossible, vu le déroulement de notre bataille dans la J.S. et le Parti.

L'expérience du stalinisme

Huit jours après, j'appris par mon ami Lissansky et par Béranger (que nous connaissions comme le dirigeant de la fraction clandestine des J.C. dans nos rangs) que les secrétaires de l'*Internationale communiste des jeunes* et des *Komsomols* étaient arrivés secrètement à Paris et désiraient entrer en contact avec nous. J'acceptai aussitôt et rencontrai en deux entrevues privées *Kossarev* et *Tchémodanov* avec *Raymond Guyot, Béranger* et une interprète.

Les Russes tentèrent de nous expliquer le nouveau tournant de la diplomatie stalinienne et de nous gagner à tout prix.

Leur conclusion était la suivante : *La guerre entre la Russie et l'Allemagne est inévitable. La révolution... est problématique. Nous devons nous trouver des alliés. C'est pourquoi nous avons signé un accord militaire avec VOTRE gouvernement. Vous devez dès maintenant cesser tout travail antimilitariste au sein de l'armée. En cas de guerre, il vous faut marcher avec VOTRE état-major.*

Dès maintenant il faut nous soutenir et vous orienter dans la voie de l'adhésion à la IIIe Internationale. Premier travail : il faut constituer une solide fraction à l'intérieur de la J.S. NOUS VOUS DONNERONS TOUT CE QU'IL VOUS FAUDRA POUR REUSSIR déclara Tchémodanov.

Constat de décès de l'I.C.J.

Il nous apparut que Staline faisait définitivement fi, pour soutenir la révolution d'Octobre, de la lutte du métallurgiste de chez Renault ou du mineur d'Oviédo, mais misait sur un Laval ou sur un Weygand !

Je compris tout à coup que la *Jeunesse communiste* venait d'être poignardée en plein cœur par Staline. Mais il fallait A TOUT PRIX que les principaux camarades de notre J.S.R. (*Jeunesse socialiste révolutionnaire*) entendissent ces mêmes paroles, prononcées par les « bureaucrates » russes.

J'ergotai, tâchai de gagner du temps, éludai provisoirement la réponse, en insistant avec force pour une réunion commune et clandestine entre mes amis de tendance, les Russes et le *bureau politique* des Jeunesses communistes françaises. Ce qui fut accepté après bien des réticences.

Cette réunion eut lieu aux *Tramways de l'Est*.

Après les nouvelles déclarations des Russes, nous indiquâmes fermement notre désaccord *profond et définitif* avec les Staliniens. Raymond Guyot et les communistes français étaient consternés.

La semaine suivante, l'*Avant-Garde*, qui jusqu'alors nous portait aux nues, commença une campagne d'une grande violence contre nous.

Petrograd 1918. Lénine parle, Trotsky est au pied de la tribune.

Ces entrevues et discussions nous ouvrirent les yeux *définitivement* sur la duplicité des Staliniens, mais nous confirmèrent dans la justesse de la position de *Léon Trotsky*, et de la nécessité historique de la IVe Internationale.

Et nous qui avions, un peu après leur entrée dans la S.F.I.O. combattu violemment les bolchevicks-léninistes, (qui avaient commis des fautes tactiques et psychologiques) dans leurs rapports avec les militants des J.S. leur accordâmes des responsabilités au bureau fédéral. Nous fûmes exclus avec eux au congrès de Lille sur une motion commune.

En route vers Trotsky et la IVe

C'est vers le mois d'octobre 1935 que *David Roussel*, qui contribua largement à notre formation politique et pour lequel nous éprouvions de l'estime et de l'affection, me transmit une invitation à me rendre en Norvège chez le camarade Trotsky.

Je n'avais pas encore rejoint les rangs de la IVe Internationale. « Le Vieux », à l'époque, était quotidiennement traîné dans la boue, calomnié. On lui reprochait de vivre comme un « pacha » dans un « château » entouré de « larbins » et d'une « nuée de secrétaires ». Je n'étais pas fâché de me rendre compte *de visu* de la vérité. D'autre part, après avoir côtoyé les principaux dirigeants de la S.F.I.O. et de l'*Internationale socialiste*, qui n'avaient rien de bien remarquable, la perspective de connaître *enfin* un grand chef révolutionnaire *authentique* me plut infiniment.

Ce fut le camarade Van qui organisa dans ses moindres détails et à la perfection le voyage et vers la fin du mois d'octobre, je quittai Paris. Je m'arrêtai à Hambourg et à Cologne, et me trouvai pour la première fois dans cette Allemagne où Hitler venait de prendre le pouvoir. C'est dans ces villes que j'assistai — entre deux trains — à des défilés de S.A., de SS et de Hitlerjungen, parmi une certaine stupeur, me sembla-t-il, de la population déjà terrorisée. Traversant le Danemark plat et monotone, je débarquai du ferry-boat à Trelleborg, en Suède, et, après quatre jours et trois nuits passés dans les trains et les gares, j'arrivai enfin à Oslo, à l'heure convenue, où un camarade m'attendait pour m'indiquer la suite du voyage.

Je passai la nuit à Oslo. Le lendemain matin de bonne heure je pris un tortillard qui me conduisit à travers les rampes neigeuses, les sapins tremblants de givre et les délicats et étincelants petits fjords, jusqu'à un bourg de quelques milliers d'habitants du nom d'Hoenefoss.

A la gare, des camarades norvégiens m'attendaient, dont *Walter Held*, qui fut — un temps — le secrétaire de Léon Trotsky. Dans une vieille guimbarde qui trembla comme une feuille dès que le moteur fut en marche, nous grimpâmes dans la montagne sous un froid de plus en plus vif jusqu'au *Weksal*. C'était un petit village composé uniquement de chalets en bois disséminés dans la neige. C'est dans un de ces chalets qu'habitaient « Le Vieux » et « La Vieille ». Le propriétaire était un député socialiste au parlement norvégien, Konrad Knudsen. Il avait sous-loué à Trotsky deux pièces : une chambre et un bureau avec un divan. La salle à manger était commune. Les Knudsen prenaient leurs repas une heure avant Trotsky et Nathalia, qui disposaient, au premier étage du chalet, d'un petit cabinet de toilette avec baignoire.

Du chalet, par les baies larges et vitrées, nous avions une vue superbe sur les lacs, dans le calme absolu et apaisant de la nature.

Nous arrivions dans les tout derniers jours du mois d'octobre 1935. Ma visite à l'organisateur militaire de la Révolution russe allait, dans quelques jours — le 7 novembre — coincider avec le 18e anniversaire du plus grand ébranlement social que le monde ait connu. Ce n'est pas sans émotion — douze ans plus tard — que je me rappelle ces minutes... Elles resteront inoubliables tant que je vivrai.

Le Vieux

Nous entrâmes, les camarades norvégiens et moi, précédés de Walter Held dans la salle à manger commune. Walter Held ouvrit la porte à deux battants qui séparait la salle à manger du bureau de Léon Trotsky et je l'entendis prononcer en allemand : *« Le camarade Fred Zeller est arrivé. »*

Le « Vieux » qui travaillait à son bureau se leva aussitôt et m'embrassa chaleureusement suivant la coutume russe. Il me sembla plus grand que je l'imaginais, fort, des épaules larges, mais très vif, très leste, souriant, heureux, fraternel.

Il me fit asseoir près de lui sur le canapé et s'informa du voyage de Paris au Weksal. Puis tout de suite, il voulut avoir des nouvelles des camarades français... « *Comment vont-ils ?... Que se passe-t-il ?... Et puis non, ne me répondez pas encore je vous en prie, je veux que ma Nathalia soit là pour entendre aussi...* »

Et tout de suite il se leva et appela dans l'escalier Nathalia qui devait se trouver au premier étage, lui faisant savoir en russe que je venais d'arriver.

Je regardai le « Vieux », qui me semblait si jeune (il avait 55 ans à l'époque), gai, et détaillai cette tête admirable au front puissant et large couvert par des cheveux gris argent. Ce qui frappait le plus dans le visage, c'était à coup sûr ses yeux — gris d'acier — dominateurs, où toutes les fluctuations de la vie se reflétaient immédiatement : la volonté tenace, la confiance en soi, l'interrogation, l'étonnement, la déception, l'espoir. Puis la bouche, extraordinairement mobile, prête à articuler à la perfection. Je n'ai pas remarqué chez le « Vieux » — ce qui en général est presque toujours visible chez les hommes qui eurent à se battre et à souffrir des autres hommes — ce pli d'amertume vertical qui marque le coin des lèvres à partir d'un certain âge. Enfin, encadrant la bouche la moustache grise et le bouc légendaire.

Mais, tout doucement, à pas feutrés, Nathalia venait d'entrer et se dirigeait vers nous en souriant. Petite, frêle, au visage fin, encadré de cheveux blonds cendrés, elle avait le regard doux et triste.

« Maintenant dit le Vieux, vous pouvez nous donner quelques nouvelles brèves de nos amis de leur santé, puis vous prendrez une tasse de thé et nous vous laisserons vous reposer sur le divan jusqu'au déjeuner que nous prenons vers 14 heures. Cet après-midi nous verrons les choses plus sérieusement. »

Et de me poser en s'amusant des questions sur les uns et sur les autres, passant de l'embonpoint de Jean Rous, au « dynamisme » de Molinier, des caprices du camarade Naville, aux crises de foi d'Yvan Craipeau ; s'inquiétant de la situation matérielle de Van qu'il aimait beaucoup et de l'état de santé de son fils Léon Sédow.

A suivre.

Fred ZELLER.

(Dans le prochain numéro : *Le Vieux au Weksal.*)

DU MONDE ENTIER

ANGLETERRE. — *La nationalisation des aciéries est ajournée.*

AUTRICHE. — *Attentat contre un train de soldats anglais en Corenthie.*

● *250 Juifs, fuyant la Roumanie, la Hongrie et la Pologne arrivent chaque jour en Autriche.*

CHINE. — *Les Américains installent des camps d'entrainement pour l'armée réactionnaire de Tchang Kaï Tchek.*

● *Le général Tchang Choun, premier ministre, réclame l'investissement de capitaux étrangers dans l'industrie. Il annonce que la Chine recommencera à payer sa dette étrangère.*

GRECE. — *Nouvelle offensive des partisans contre Flouna. Neuf antifascistes condamnés à mort à Tricola (Tessalie).*

HOLLANDE. — *Le gouvernement est prêt à faire la paix en Indonésie « quand un bon ordre policier y sera établi »* (sic).

INDES. — *L'armé de l'Inde « indépendante » sera commandée par le général anglais Aushinlek.*

● *Manifestations pour une véritable indépendance à Pondichéry.*

INDONESIE. — *L'armée indonésienne s'infiltre dans la région de Malangue (Est de Java) et contre-attaque des postes hollandais à Batog et Sourabaya.*

ITALIE. — *Le leader stalinien Togliati déclare : « Je suis partisan de la plus grande indulgence envers les anciens fascistes du rang ».*

PALESTINE. — *Incidents sanglants entre Arabes et Juifs dans tout le pays. La police anglaise en profite pour entourer de barbelés les villes de Tel-Aviv et de Jaffa.*

● *Un des chefs de la révolte arabe de 1936, Abd-el-Kader Husseini rentre clandestinement en Palestine.*

Région parisienne

Les responsables de rayons et de cellules de la R.P. doivent passer au local central du Parti le jeudi 21 août, à 18 h. 30, précises.

Permanence provisoire du Bureau régional : lundi et jeudi, 18 h. 30 à 20 heures ; samedi, 15 heures à 19 h. 30.

Plusieurs régions de Paris ayant demandé le montant de leurs dettes vis-à-vis du journal, les relevés seront envoyés en Septembre.

Les régions qui ont déjà reçu ce relevé sont priées d'envoyer des acomptes au journal.

Le gérant : M. JUILLIA

SOCIETE NATIONALE DES ENTREPRISES DE PRESSE IMPRIMERIE REAUMUR — 100, rue Réaumur —

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués